



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 50 - DÉCEMBRE 2017

À la Une

Cycle de conférences sur la citoyenneté

La section du rapport et des études a lancé, en octobre 2017, un cycle de conférences sur la citoyenneté, thème également retenu pour la prochaine étude annuelle du Conseil d'État (à paraître en 2018).

Sept conférences thématiques de deux heures ont été programmées au Conseil d'État : *Peut-on parler d'une crise de la citoyenneté ?* (18 octobre 2017), *La citoyenneté dans la tradition républicaine* (29 novembre 2017) puis, à venir, *L'école de la République fabrique-t-elle encore des citoyens ?* (17 janvier 2018), *Que reste-t-il des devoirs du citoyen ?* (14 février 2018), *La citoyenneté européenne : réalité ou utopie ?* (28 mars 2018), *Que veut dire « citoyen du monde » ?* (16 mai 2018) et *La citoyenneté, un idéal pour aujourd'hui ?* (20 juin 2018).

Ces conférences voient intervenir des praticiens et des chercheurs (sociologues, philosophes, juristes, historiens, politologues) dont les contributions nourrissent les réflexions sur les problématiques et les enjeux contemporains de la citoyenneté. Au-delà du débat, l'objectif de ces conférences est également d'ouvrir des perspectives concrètes et utiles pour les analyses et les propositions de l'étude annuelle du Conseil d'État, tout au long de son élaboration.

> Pour en savoir plus

Contentieux

Avis

Brèves

International

Agenda

Nominations

| **Contentieux** | Avis | Brèves | International | Agenda | Nominations

Contentieux

+ Conseil d'État

+ Loi de séparation des Églises et de l'État

Le Conseil d'État juge contraire à la loi du 9 décembre 1905 l'installation d'une croix en surplomb d'une statue du pape Jean-Paul II érigée sur une place de la commune de Ploërmel (Morbihan). *CE, 25 octobre 2017, Fédération morbihannaise de la libre pensée et autres, B* >



+ Gestion du stationnement public

Le Conseil d'État confirme la suspension de l'exécution du montage contractuel entre la commune d'Aix-en-Provence et la SEMEPA relatif à la gestion du stationnement public à Aix-en-Provence. *CE, 15 novembre 2017, Commune d'Aix-en-Provence et Société d'économie mixte du Pays d'Aix, nos 409728, 409799, B >*

+ Fiscalité - Espérance légitime

Le Conseil d'État juge que, compte tenu des caractéristiques particulières de l'agrément permettant de bénéficier du régime du bénéficiaire mondial consolidé (ancien art. 209 quinquies du CGI), une société bénéficiaire d'un tel agrément en cours de validité, qui escomptait en retirer un gain fiscal et ne pouvait anticiper la suppression de ce régime à la date de délivrance de cet agrément, peut se prévaloir d'une espérance légitime devant être regardée comme un bien au sens des stipulations de l'article 1^{er} du premier protocole additionnel à la CEDH. *CE, Plénière fiscale, 25 octobre 2017, Min. c/ Société Vivendi, n° 403320, A >*

+ Fiscalité. Abus de droit

Le Conseil d'État précise que l'administration est fondée à user de la faculté que lui confère l'article L. 64 du livre des procédures fiscales (LPF) pour écarter comme ne lui étant pas opposables certains actes passés par le contribuable lorsque la norme dont ce dernier recherche le bénéfice procède d'une convention fiscale bilatérale ayant pour objet la répartition du pouvoir d'imposer en vue d'éliminer les doubles impositions et que cette convention ne prévoit pas explicitement l'hypothèse de fraude à la loi. *CE, Plénière fiscale, 25 octobre 2017, M. A E... et autres, n° 396954, A. >*



+ Contraventions de grande voirie

Alors même que les textes ne prévoient pas de modulation des amendes infligées pour sanctionner des contraventions de grande voirie, le juge peut toutefois moduler leur montant dans la limite du plafond que constitue le montant de l'amende prévu par ces textes et du plancher que constitue le montant de la sanction directement inférieure, pour tenir compte de la gravité

de la faute commise, laquelle est appréciée au regard de la nature du manquement et de ses conséquences. *CE, 25 octobre 2017, M. M., n° 392578, A. >*

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

+ Ouvrage public

La cour administrative d'appel de Douai juge que, en présence d'un ouvrage public dont la démolition est demandée en raison d'une emprise irrégulière sur une propriété privée, le juge administratif doit rechercher si une régularisation appropriée est possible. En l'espèce, elle estime que la circonstance que le propriétaire de l'ouvrage n'ait pas encore engagé de procédure d'expropriation n'était pas de nature à démontrer l'absence de possibilité de régularisation effective à la date de son arrêt. *CAA de Douai, 16DA0778, SCI Gambetta, C+ >*



+ Déroulement de la carrière des sapeurs-pompiers professionnels

Le tribunal administratif annule le tableau d'avancement au grade d'adjudant des sapeurs-pompiers professionnels du SDIS de La Réunion au titre de l'année 2015 au motif que ce dernier a été établi sur la base de critères discriminatoires. *TA de la Réunion, 26 octobre 2017, M. P., n° 1600732, C >*

+ Responsabilité de l'État en raison d'un prêt accordé à une société en difficulté

La cour administrative d'appel de Paris rejette la requête formée par les mandataires liquidateurs de la société AOM Liberté tendant à ce qu'elle soit indemnisée par l'État en raison du préjudice subi du fait de l'octroi à cette société d'aides ayant eu pour effet de prolonger son activité et, ainsi, d'aggraver son passif alors que *sa situation était déjà irrémédiablement compromise à la date d'attribution de ces aides*. *CAA de Paris, 9 novembre 2017, M. A, n° 14PA03744, R >*



+ Tirs de défense contre les loups

Le tribunal administratif rejette les trois requêtes du groupement d'étude des mammifères de Lorraine tendant à la suspension des arrêtés des préfets des Vosges et de Meurthe-et-Moselle autorisant des tirs de défense contre les loups sur les territoires de plusieurs communes, à la demande de trois éleveurs ovins. *TA de Nancy, juge des référés, 6 novembre 2017, groupement d'étude des*

mammifères de Lorraine, n° 17027748, n° 1702750 et n° 1702752, C (3 affaires) >

+ Création d'une communauté d'agglomération

Le tribunal administratif rejette les requêtes de communes dirigées contre l'arrêté de la préfète des Hautes-Pyrénées portant création d'une communauté d'agglomération, composée de 86 communes, issue de la fusion de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale. *TA de Pau, 20 novembre 2017, Commune d'Ade et autres, Commune de Berberust-Lias et autres, n° 1601910, 1601911, C >*

+ Cour nationale du droit d'asile

L'article L.711-6-1° du CESEDA n'a vocation à s'appliquer que dans le cas où le demandeur peut prétendre au statut de réfugié en raison de craintes fondées de persécution.

L'application des dispositions de l'article L.711-6-1° du CESEDA, qui permettent de refuser le statut de réfugié à un demandeur d'asile lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser que sa présence en France constitue une menace grave pour la sûreté de l'État, était invoquée en défense par l'OFPRA. Dans le prolongement de sa décision de grande formation CNDA GF 26 septembre 2017 M.K. n° 16029802 R, la cour juge qu'il n'y a pas lieu de faire application de ces dispositions lorsque le requérant n'est pas fondé à prétendre au statut de réfugié. En l'espèce, la cour a estimé que les craintes du requérant n'étaient fondées ni au regard des dispositions de l'article 1^{er} A 2 de la convention de Genève ni de celles de l'article L.712-1 du CESEDA. *CNDA 14 novembre 2017 M. E. n° 14010003 C >*

Avis

30 novembre 2017

Organisation de la consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie_>

Assemblée générale, avis n° 393830, séance du 30 novembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.

16 novembre 2017

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants >

Assemblée générale, avis n° 393743, séance du jeudi 16 novembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants.

9 novembre 2017

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 >

Assemblée générale, avis n° 393671, séance du 9 novembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

23 novembre 2017

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance_>

Assemblée générale, avis n° 393744, séance du 23 novembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance.

14 novembre 2017

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité >

Assemblée générale, avis n° 393665, séance du mardi 14 novembre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité.

17 octobre 2017

Projet de loi relatif à la prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction >

Assemblée générale, avis n° 393650, séance du 17 octobre 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction.

Brèves

LES ENTRETIENS DU CONTENTIEUX DU CONSEIL D'ÉTAT

judge ou qu'elles soient relatives à des secteurs spécifiques, tels que ceux de l'audiovisuel et de l'énergie. >

+ La régulation

L'édition 2017 des Entretiens du contentieux s'est déroulée le lundi 20 novembre. Elle a eu pour objectif d'éclairer les évolutions jurisprudentielles en matière de régulation audiovisuelle, de droit de l'énergie, de protection des données à caractère personnel ou encore de droit de la concurrence, qu'elles concernent des questions aussi transversales que les pouvoirs du régulateur et le rôle du

LES ENTRETIENS DU CONSEIL D'ÉTAT EN DROIT SOCIAL

+ Santé et protection des données

Le droit positif, notamment depuis la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, s'efforce de parvenir à un équilibre satisfaisant permettant d'offrir les conditions d'une ouverture maîtrisée des données de santé. Vendredi 1^{er} décembre 2017, ce sont les contours de cette difficile conciliation qu'a interrogés cette 7^e édition des entretiens en droit social. >

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR LA CITOYENNETÉ

+ La citoyenneté dans la tradition républicaine

Après une conférence inaugurale ayant rassemblé plus de 150 participants, la 2^e conférence du cycle sur la citoyenneté a abordé le thème de la tradition républicaine et l'idéal d'une communauté politique fondée sur la citoyenneté le 29 novembre dernier. Plus de 250 ans après la publication du Contrat social de Jean-Jacques Rousseau, la question des fondements de la citoyenneté et des conditions de son exercice reste au cœur des interrogations des sociétés démocratiques face à de nouveaux défis. >



+ Remise du prix de thèse du Conseil d'État en droit public 2017

Sous la présidence de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, le jury a décerné le prix de thèse du Conseil d'État en droit public 2017 à Hanna Schröder, pour sa thèse sur le thème « Entre exorbitance et droit commun : Le contrat de l'administration en droit européen. Étude comparée des droits français et allemand dans leurs interactions avec le droit de l'Union européenne ». >



+ Conférence Vincent Wright

À l'occasion de la dernière conférence du cycle Vincent Wright organisée par le comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative le 4 décembre dernier, Jean-Louis Dewost, président de section honoraire au Conseil d'État, a livré un témoignage de son expérience professionnelle à Bruxelles, du Conseil des ministres de l'Union européenne à la Commission européenne. >



+ La médiation dans les litiges administratifs

Le Conseil d'État et le Conseil national des barreaux ont signé, lundi 13 décembre 2017, une convention dont l'objectif est de promouvoir le recours à la médiation auprès des avocats, des magistrats, des acteurs publics et des justiciables. >

Le Conseil d'État publie par ailleurs une nouvelle fiche pratique dans la collection « La justice administrative en pratique » qui a pour objectifs de définir et de préciser le processus de la médiation. >



+ Les cours administratives d'appel célèbrent leur anniversaire

Les CAA fêtent cette année les 30 ans de la loi du 31 décembre 1987 portant création de leur existence. Ainsi, la CAA de [Lyon](#) a organisé les entretiens Alyoda sur le thème « Les 30 ans des cours administratives d'appel ». La CAA de [Marseille](#), installée depuis 1997, a quant à elle fêté ses 20 ans à l'occasion d'une audience solennelle le mercredi 15

novembre 2017, en présence de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État. >

Contentieux | Avis | Brèves | **International** | Agenda | Nominations

International



+ Séminaire bilatéral au Conseil d'État du Grand-duché de Luxembourg

Le 23 octobre, une délégation du Conseil d'État de France a participé au Conseil d'État du Luxembourg à un séminaire juridique bilatéral sur la qualité du droit, la place du droit souple dans la transposition du droit dérivé de l'Union européenne et l'estoppel. >



+ Bicentenaire du Conseil d'État de Colombie

À l'occasion du bicentenaire du Conseil d'État de Colombie, une délégation du Conseil d'État de France s'est rendue du 30 octobre au 5 novembre à Bogotá pour un séminaire portant, entre autres, sur le processus de paix. Les 9 et 10 novembre, un colloque sur le dialogue entre les systèmes juridiques français et colombien a eu lieu au Conseil d'État de France et à l'ENA. >



+ Visite du président du Conseil d'État d'Égypte

Le 10 novembre 2017, une délégation conduite par le président du Conseil d'État d'Égypte a été accueillie au Conseil d'État de France afin d'évaluer la mise en œuvre de la convention de coopération signée en décembre 2016. >



+ Visite du Conseil d'État de France en Lettonie

Le président de la section des finances du Conseil d'État, M. Jean Gaeremynck, a été invité par la présidente de la Cour constitutionnelle de Lettonie à participer à deux conférences sur la qualité du processus d'élaboration des lois et le contrôle constitutionnel du budget, du 6 au 8 décembre. >

Contentieux | Avis | Brèves | International | **Agenda** | Nominations

Agenda

+ Conférences

+ L'école de la République fabrique-t-elle encore des citoyens ?

Troisième conférence du cycle citoyenneté, **mercredi 17 janvier 2018, de 17h30 à 19h30**, au Conseil d'État. François Weil, conseiller d'État, ancien recteur de l'académie de Paris, animera la conférence, au cours de laquelle interviendront Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, Anne Muxel, sociologue, directrice de recherches CNRS en science politique au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. >

Retrouvez l'ensemble des conférences et des colloques :

+ sur le site du Conseil d'État, rubrique « Les colloques en vidéos » >

+ sur la chaîne Vimeo officielle du Conseil d'État >

Nominations

+ Au Conseil d'État

+ **Xavier Domino**, nommé porte-parole du Conseil d'État à compter du 22 novembre 2017.

+ **Jean Gaeremynck**, conseiller d'État, nommé président de la section des finances du Conseil d'État à compter du 7 novembre 2017.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Président du Comité de rédaction : Martine de Boisdeffre - Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Lucienne Erstein, Yves Gounin, Manon Hameau, Anne Iljic, Samantha Leblanc, Corinne Ledamoisel, Leiyla Mate, Corinne Mathey, Charline Nicolas, Jocelyne Randé, Sophie Roussel, Michèle de Segonzac, François Séners, Pascal Trouilly - Secrétaire de rédaction : Nathalie Roubellat - Conseil d'État : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/direction de la communication